

Annexe 08

Arrêté Préfectoral du 02 Août 2007





PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le **02 AOUT 2007**

Sous-Direction de l'Environnement
et du Développement Durable

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Ghislaine BENSEMHOUN
☎ : 04 72 61 61 51
Fax : 04 72 61 64 26

ARRETE

**autorisant la société GRANULATS RHONE ALPES,
à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière
située lieu-dit "Pré de Joux" à ARNAS et à exploiter
des installations de criblages de matériaux.**

-=-=-

*Le Préfet de la Zone de Défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code minier, notamment son article 4 ;

VU le code de l'environnement - livre V, titre I -notamment l'article L. 515-1 ;

VU le code du patrimoine, notamment les articles L. 521-1 à L. 524-16 ;

VU la loi n°93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi
n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de
l'environnement;

VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du
17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière
d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux
installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans
l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

.../...

- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières et, notamment, son article 4 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2001-2254 du 18 juillet 2001 portant approbation du schéma départemental des carrières ;

* *
*

- VU l'arrêté préfectoral n°1312-85 du 23 août 1985, modifié par l'arrêté n°549-86 du 5 mai 1986, autorisant la SARL PORT REVIN BETON sise à Saint-Germain-au-Mont-d'Or à exploiter une carrière à ciel ouvert et en eau, de sables et graviers, sur le territoire de la commune d'ARNAS au lieu-dit « Pré de Joux » pour une durée de 10 ans ;
- VU l'arrêté préfectoral n°1325-87 du 2 septembre 1987 autorisant la SA ROLLAND CROZET à se substituer à la SARL PORT REVINBETON pour l'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune d'ARNAS au lieu-dit « Pré de Joux » ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 septembre 1993 faisant suite à la déclaration de la fusion-absorption de la société ROLLAND CROZET par la société GRANULATS RHONE-ALPES ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 mai 1995 autorisant la société GRANULATS RHONE-ALPES à étendre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert et en eau, de sables et graviers située sur le territoire de la commune d'ARNAS au lieu-dit « Pré de Joux », pour une durée de 20 ans ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 février 1998 imposant des prescriptions complémentaires à la société GRANULATS RHONE-ALPES pour l'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune d'ARNAS, lieu-dit « Pré de Joux » ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 1999 fixant les modalités et le montant des garanties financières pour la carrière à ciel ouvert et en eau de sables et graviers exploitée sur le territoire de la commune d'ARNAS par la société GRANULATS RHONE-ALPES ;
- VU la demande présentée le 12 février 2004, complétée le 6 juin 2005, par la société GRANULATS RHONE ALPES en vue d'être autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière lieu-dit "Pré de Joux" à ARNAS, et à exploiter des installations de criblage de matériaux ;
- VU l'avis technique de classement en date du 14 juin 2005 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;
- VU les résultats de l'enquête publique à laquelle M. Jacques MARTELAIN, désigné en qualité de commissaire enquêteur, a procédé du 27 septembre 2005 au 27 octobre 2005 inclus ;
- VU les compléments apportés par l'exploitant à l'évaluation des incidences du projet de la carrière d'ARNAS sur la zone Natura 2000 ;

* *
*

- VU la délibération en date du 21 septembre 2005 du conseil municipal de la commune de BEAUREGARD (Ain) ;

VU la délibération en date du 3 octobre 2005 du conseil municipal de la commune de ST GEORGES-DE-RENEINS ;

VU la délibération en date du 4 octobre 2005 du conseil municipal de la commune d'ARNAS ;

VU la délibération en date du 28 octobre 2005 du conseil municipal de la commune de FRANS (Ain) ;

VU la délibération en date du 4 novembre 2005 du conseil municipal de la commune de MESSIMY (Ain) ;

VU la délibération en date du 7 novembre 2005 du conseil municipal de la commune de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE ;

VU la délibération en date du 7 novembre 2005 du conseil municipal de la commune de GLEIZE ;

* *
*

VU l'avis en date du 25 mars 2004 du directeur régional des affaires culturelles Rhône-Alpes ;

VU les avis en date du 13 septembre 2005 et du 19 avril 2007 de directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'avis en date du 5 octobre 2005 du directeur de l'institut national des appellations d'origine ;

VU l'avis en date du 12 octobre 2005 du directeur du service départemental d'incendie et de secours ;

VU les avis en date du 17 octobre 2005 et du 22 mai 2007 du directeur régional de l'environnement ;

VU l'avis en date du 18 octobre 2005 du directeur, chef du service interministériel de défense et de la protection civile ;

VU l'avis en date du 9 novembre 2005 du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

VU le rapport de synthèse en date du 29 mai 2007 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU les arrêtés préfectoraux des 13 février 2006, 9 août 2006, 8 décembre 2006 et 11 mai 2007 prorogeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation précitée ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation spécialisée des carrières exprimé dans sa séance du 9 juillet 2007 ;

VU le courrier en date du 10 juillet 2007 portant à la connaissance de l'exploitant le projet d'arrêté et les observations formulées le 12 juillet 2007 par la société GRANULATS RHONE-ALPES ;

VU le rapport en date du 30 juillet 2007 de l'inspection des installations classées ;

* *
*

CONSIDERANT que la société GRANULATS RHONE-ALPES souhaite, sur le site d'ARNAS, « Pré de Joux », poursuivre et étendre l'extraction de matériaux alluvionnaires, ce gisement devant se substituer à celui de TAPONAS en cours d'épuisement ;

CONSIDERANT que les activités exercées par la société GRANULATS RHONE ALPES sur son site d'ARNAS sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation préfectorale au titre des rubriques n° 2510-1° et 2515-1° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en vue de prévenir les risques et nuisances potentiels présentés par ses installations l'exploitant met ou mettra en œuvre les dispositions suivantes :

➤ s'agissant de la protection des eaux :

- toutes les opérations d'entretien courant des engins et de ravitaillement des bateaux-pousseurs, ainsi que le stockage des huiles et graisses seront effectuées hors de la gravière,
- un suivi régulier de la qualité des eaux souterraines au droit de la carrière est réalisé et sera reconduit,
- la berge ouest du plan d'eau Nord ne sera pas remblayée afin de garantir le bon écoulement de la nappe,
- la berge sud-ouest du plan d'eau sud sera remblayée pour réduire le rabattement de la nappe générée par l'extension de ce plan d'eau au niveau de la « Ferme de Joux »,
- afin de ne pas aggraver les risques d'inondation, la digue de protection de la Saône a été reconstituée autour du site d'extraction et la digue de protection autour de tous les terrains compris entre le ruisseau du Marverand et la limite de la commune de St Georges-de-Reneins sera reconstituée,
- en période de crue et de décrue, des pelles et clapets seront mis en œuvre en vue de réguler le fonctionnement hydraulique du secteur,
- la taille des casiers de décapage a été diminuée afin, notamment, de réduire les débits d'exhaure et l'étendue du cône de rabattement de la nappe autour du casier,
- le site sera réaménagé avec un linéaire de berge remblayée plus important afin de supprimer les rabattements permanents de la nappe au repos au niveau de la zone Natura 2000,

➤ pour ce qui concerne la protection de la faune et de la flore :

- le projet de remise en état permettra de requalifier les habitats actuels anthropiques en habitats à destination Natura 2000,
- le suivi écologique de l'exploitation sera étendu au Marais de Boitray,

➤ en matière de bruit :

- des mesures seront mises en œuvre en vue de réduire le bruit émis par le matériel des dragues,
- les digues levées autour du site d'extraction constitueront un écran phonique permettant d'atténuer significativement les niveaux sonores émis par les dragues flottantes et les engins de chantier ;

CONSIDERANT en outre, que des études réalisées et de l'instruction du dossier il ressort que le projet est compatible avec le schéma départemental des carrières ;

CONSIDERANT, de plus, que les dispositions spécifiées dans le présent arrêté, notamment celles destinées à la prévention de la pollution des eaux et des nuisances sonores sont de nature à permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

CONSIDERANT dès lors que les intérêts mentionnés aux articles L.211.1° et L.511.1° du code de l'environnement susvisé sont garantis par l'exécution de l'ensemble des mesures précitées ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il peut être réservé une suite favorable à la demande présentée par la société GRANULATS RHONE-ALPES ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

TITRE I - DONNÉES GÉNÉRALES

ARTICLE 1er : Autorisation

La S.A.S. GRANULATS RHONE-ALPES, dont le siège social est situé 4, rue Aristide Bergès 38081 L'ISLE D'ABEAU, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter les activités désignées dans le tableau ci-après, sur le territoire de la commune d'ARNAS, au lieu-dit « Pré de Joux » :

Désignation des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation de carrières	Production annuelle moyenne de 610 000 tonnes Production annuelle maximale de 1 000 000 tonnes	2510.1	Autorisation
Broyage, concassage, criblage (...) de pierres, cailloux, et autres produits minéraux naturels (...)	3 installations de criblages sur dragues flottantes d'une puissance globale de 1 500 kW	2515.1	Autorisation

Les installations doivent être implantées, exploitées et remises en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions antérieures contraires ou identiques qui ont le même objet.

ARTICLE 2 : Caractéristiques de l'autorisation

Les parcelles concernées par l'extraction des granulats sont les suivantes :

- parcelles précédemment autorisées et faisant l'objet du renouvellement d'autorisation :

Commune, lieu dit et section	Numéro de parcelle	Surface (m ²)
Commune d'ARNAS Lieu-dit « Pré de Joux» Section B	8 pour partie	742 750
	Total	742 750

- parcelles nouvellement autorisées :

Commune, lieu dit et section	Numéro de parcelle	Surface (m ²)
Commune d'ARNAS Lieu-dit « Pré de Joux» Section B	7	86 130
	8 pour partie	138 397
	10 pour partie	5 211
	11 pour partie	9 358
	12 pour partie	15 531
	13	54 000
	14	5 250
	15	5 000
	16	4 900
	17	5 050
	18	5 250
	19	319 410
	Total	653 487

La superficie totale des parcelles concernées par l'extraction des granulats est de **1 396 237 m²**.

Un plan parcellaire donnant les limites du site autorisé est joint en **annexe 1**.

Toute activité liée à la carrière est interdite en dehors de ce périmètre, notamment le stockage de matériaux.

L'autorisation est accordée jusqu'au **31 décembre 2030**, remise en état incluse.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de sables et graviers, qui conduit à la création d'un espace à usage naturel et écologique destiné à la promenade. Les réserves estimées exploitables sont de 15 205 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée est de 1 000 000 tonnes, la production moyenne annuelle autorisée (calculée sur la durée de l'autorisation) est de 610 000 tonnes.

La côte limite d'exploitation en profondeur est de **153,00 m NGF**, sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 7.3 de l'article 7.

TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 3 : Réglementation générale

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable aux installations objet du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Police des carrières

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- les articles 87, 90, et 107 du code Minier,
- le décret n°99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier,
- le décret n°80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives.

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux,
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations est tenu à la disposition de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

ARTICLE 5 : Clôtures et barrières

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.

L'entrée de la carrière, est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

ARTICLE 6 : Dispositions préliminaires

6.1 - Information du public et des utilisateurs du réseau fluvial

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Une signalisation fluviale réglementaire (panneaux de type E9 en Saône et E 10 dans le plan d'eau, ainsi qu'une indication limitant l'accès aux utilisateurs du plan d'eau) est soumise à l'approbation du Service Navigation Rhône-Saône et mise en place par l'exploitant. Un règlement de « sécurité » doit être prescrit à l'ensemble des marins accédant au plan d'eau (annonce par radio marine en sortant du plan d'eau). Ce règlement doit également être soumis à l'accord du Service Navigation Rhône-Saône.

6.2 - Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- des bornes de nivellement afin de s'assurer du respect des profondeurs d'exploitation autorisées.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

6.3 - Accès à la carrière

L'accès à la carrière est aménagé et entretenu de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Une signalisation adaptée est mise en place. L'accès à la carrière doit être contrôlé durant les heures d'activité.

6.4 - Déclaration de poursuite d'exploitation

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit procéder à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Cette déclaration est accompagnée du document attestant de la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont précisés dans le **Titre VI** du présent arrêté.

Préalablement à cette déclaration l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6 paragraphes 6.1 à 6.3.

TITRE III - EXPLOITATION

ARTICLE 7 : Dispositions particulières d'exploitation

7.1 - Décapage des terrains

Le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation. Les végétaux susceptibles de replantation seront soit replantés immédiatement dans une zone appropriée à leur milieu, soit mis en jauge en vue des aménagements ultérieurs du site.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

7.2 - Patrimoine archéologique

Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n°2004-490 du 3 juin 2004, pris pour l'application du Code du Patrimoine (articles L.521-1 à L.524-16), et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

Toute découverte de vestiges archéologiques doit être signalée sans délai à la mairie, à la direction régionale des affaires culturelles, avec copie à l'inspection des installations classées.

7.3 – Epaisseur d'extraction

L'extraction est limitée en profondeur à la cote NGF de **153,00 m**. En tout état de cause, l'exploitation ne doit en aucun cas entamer le substratum du pliocène. L'exploitant définit et fait appliquer à ce titre des consignes claires par les pilotes de chacune des dragues.

7.4 – Distance d'isolement des cours d'eau

La distance minimale séparant les limites des activités d'extraction de la carrière du lit mineur de la Saône est de 50 mètres.

La distance minimale séparant les limites d'extraction de la carrière du lit mineur des ruisseaux du Marverand et du Nizerand est de 20 mètres.

Ces distances font l'objet d'un repérage sur le site.

7.5 – Conduite de l'exploitation

Les opérations de découverte (enlèvement de la terre végétale, des sables fins limoneux ou argileux, des argiles) sont réalisées par des engins mécaniques prenant appui sur le sol (chargeuses, pelles mécaniques et dumpers...). La terre végétale et les stériles sont décapés séparément. La découverte est réalisée par casiers.

Ces casiers sont cloisonnés par des diguettes de façon à séparer les phases de décapage de la zone d'extraction en partie noyée. L'opération d'enlèvement de la découverte est associée à une opération de rabattement de la nappe.

Les diguettes intermédiaires sont calées à la cote altimétrique moyenne de 171,73 m NGF au Nord du Marverand et 171,30 m NGF au Sud du Marverand.

Les casiers et opérations de découverte respectent les dimensions suivantes :

- une superficie limitée à 1,2 hectares,
- des débits de pompage compris entre 450 et 950 m³/h,
- un front d'exploitation limité à 250 m de long sur le côté Ouest.

Les eaux pompées lors des opérations de rabattement sont rejetées dans le plan d'eau existant.

Hormis la terre végétale, les matériaux de découverte sont réutilisés à l'avancement, soit pour les opérations de remise en état, soit pour le remblaiement partiel des plans d'eau : aucun stock intermédiaire n'est réalisé. Seules les terres végétales sont stockées **provisoirement** sur le site afin d'être réutilisées, **exclusivement**, dans le cadre des opérations de remise en état de la carrière. Elles sont stockées sous la forme de cordons soit dirigés dans le sens d'écoulement des crues, soit parallèles aux digues périphériques sans dépasser la hauteur de ces digues.

Les opérations d'extraction du gisement s'effectuent quant à elles en fouille noyée à l'aide de dragues. Ces dragues assurent un scalpage des matériaux (enlèvement de la fraction grossière), puis un criblage afin de remplir d'un côté une barge en sables, de l'autre une barge en tout venant.

Durant toute la durée de l'exploitation, la périphérie de la zone d'extraction située au Sud du Marverand est couverte par une digue à la cote 171,30 m NGF.

Les opérations de remblayage partiel des plans d'eau, réalisées avec les seuls stériles d'exploitation, sont tels que la cote finale des terrains remblayés demeure inférieure à la cote du terrain naturel ayant précédé l'exploitation, à l'exception des remblais mis en place pour renforcer les digues bordant le Marverand et le Nizerand.

L'exploitation du site est réalisée suivant 5 phases (les plans de phasage sont joints en annexe 2) :

Phase A (jusqu'au 31 décembre 2010)

Cette phase voit le début des travaux d'extraction au Nord du Marverand. Lors des premiers travaux de découverte, une digue à la cote 171,73 m NGF est créée sur toute la périphérie de la zone d'extraction située au Nord du Marverand. Ce n'est qu'ensuite qu'un nouveau pertuis d'accès à la Saône est ouvert et que les extractions débutent. La digue est équipée d'une pelle identique à celle qui prévalait aux travaux d'extraction, permettant la vidange du casier amont situé sur le territoire de la commune de SAINT-GEORGES-DE-RENEINS.

La localisation du nouveau pertuis permettant d'accéder au plan d'eau Nord tient compte de l'inventaire des espèces protégées tel qu'il figure dans le dossier de demande d'autorisation et des comptes-rendus de suivi écologique de la zone natura 2000. La création du nouveau pertuis est par ailleurs soumise à l'accord préalable de V.N.F afin de définir les conditions de cette occupation. Ce nouveau pertuis donne lieu à la mise en place d'une signalisation fluviale réglementaire conforme à l'article 6.1.

Pendant cette phase, 3 hectares sont remblayés et remis en état dans le plan d'eau Nord et 3 hectares sur le plan d'eau de « Joux » situé au Sud du Marverand.

Phase B (jusqu'au 31 décembre 2015)

A l'issue de la phase B, le gisement de la partie Nord du Marverand est en majorité exploité. Les stériles permettent de remblayer une surface de 6 hectares sur l'ensemble des zones extraites.

Durant cette phase, les travaux d'endiguement conduisent à empêcher la vidange en décrue d'une zone située entre le périmètre d'extraction et l'autoroute A6. Un fossé de collecte et une buse de diamètre 400 mm équipée d'un clapet anti-retour et située au point bas de la digue sont réalisés afin de pouvoir vidanger cette zone pendant la décrue.

Phase C (jusqu'au 31 décembre 2020)

En fin de phase C, l'extraction et les travaux de remise en état de la partie Nord du Marverand sont terminés, et la quasi-totalité de la périphérie de la zone Sud est soit exploitée, soit découverte (ce qui conduit à créer une presqu'île en partie centrale du plan d'eau de « Joux »). 4 hectares du plan d'eau de « Joux » sont remblayés au cours de la phase C.

Phase D (jusqu'au 31 décembre 2025)

L'extraction progressive de la presqu'île résiduelle du plan d'eau de « Joux » est menée, et conduit à un remblaiement du plan d'eau de 3 hectares environ.

Phase E (jusqu'au 31 décembre 2030)

A la fin de la phase E, la totalité du gisement est exploité et la remise en état du site est achevée.

Les digues décrites précédemment et ayant pour objectif de réguler le fonctionnement hydraulique du secteur ont les caractéristiques suivantes :

- largeur de tête : 3 mètres,
- pentes de 3 à l'horizontal pour 1 à la verticale,
- argile compactée, recouverte de terre végétale et ensemencée.

7.6 – Distances limites et zones de protection

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.

En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques, des canalisations enterrées, des voies routières... Il consulte notamment le gestionnaire des lignes électriques situées en bordure de la zone du projet afin de définir avec lui les mesures de protections nécessaires.

7.7 – Registres et plans

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant et envoyé à l'inspection des installations classées.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ce plan est complété par un **relevé bathymétrique annuel** également adressé à l'inspection des installations classées.

TITRE IV - REMISE EN ETAT

ARTICLE 8 : Plans de réaménagement du site

Les schémas à respecter de remise en état du site figurent en **annexe 3** du présent arrêté. L'exploitation fait l'objet de travaux de remise en état coordonnés aux travaux d'extraction, suivant les cinq phases évoquées au paragraphe 7.5.

Les plans d'eau font l'objet des opérations de remise en état suivantes :

- création de deux presqu'îles sur le plan d'eau de « Joux »,
- les berges des plans d'eau sont profilées et ont des formes volontairement complexes afin de réduire les effets de houle,
- réalisation de berges remblayées avec les matériaux de découverte hors terres végétales (des zones de hauts fonds, roselières, et des doubles berges sont créées lors de la réalisation des berges remblayées),
- reconstitution de bosquets sur les presqu'îles et les berges remblayées avec des essences identiques à celles présentes sur les ripisylves de la Saône ou des ruisseaux du Marverand et du Nizerand.

En matière de remblaiement des plans d'eau par les stériles de découverte, il est à noter que :

- la berge Ouest du plan d'eau Nord n'est pas remblayée, afin de garantir le bon écoulement de la nappe,
- contrairement au plan joint en annexe 3, la berge Sud-Ouest du plan d'eau de « Joux » est remblayée pour réduire le rabattement de la nappe au niveau de la « ferme de Joux »,
- des remblais sont disposés afin de renforcer les digues qui bordent le Marverand et le Nizerand (Cf schéma de principe en annexe 3),
- réaménagement avec un linéaire de berge (colmatage à 100%) dans la partie nord du projet en bordure du site natura 2000.

Pour éviter tout ravinement des berges, les berges non remblayées sont immédiatement végétalisées. Leur faible pente n'excède pas 30°.

Des berges drainantes sont aménagées en amont hydraulique du site.

Les zones remblayées par les stériles, hormis quelques bosquets, sont aménagées en friches herbacées. Ces friches herbacées sont maintenues pendant toute la durée de l'autorisation par des fauches tardives et des opérations de débroussailllements ponctuels.

En fin d'exploitation, les digues périphériques aux plans d'eau réalisées pendant les phases d'extraction sont maintenues aux cotes précisées au 7.5.

Des sentiers de promenades écologiques sont aménagés en contournant les espaces sensibles.

Une falaise de sable est reconstituée pour les hirondelles de rivages et le guêpier d'Europe sur une dizaine de mètres de longueur.

L'exploitant, pendant toute la durée de l'exploitation et jusqu'au terme des opérations de réaménagement, prend l'appui d'un expert spécialiste écologue, choisi en accord avec l'inspection des installations classées et la direction départementale de l'agriculture et de la forêt. Le recours à cette expertise recouvre :

- un suivi scientifique de l'impact de l'activité de la carrière sur la partie sud de la zone Natura 2000 immédiatement au Nord du site autorisé, et notamment sur le marais de Boitray. Ce suivi scientifique porte une appréciation sur l'incidence éventuelle de la variation du niveau de la nappe sur la richesse du milieu, et définit, le cas échéant, les mesures conservatoires à observer compte tenu des résultats du suivi ; en fonction des observations réalisées, des réorientations pour le réaménagement de la carrière pourront être proposées dans le but de favoriser un habitat ou une espèce particulière,
- le plan de revégétalisation écologique après exploitation.

Les modalités de réalisation de ce suivi : périodes de prospection, protocoles de suivi, échéancier des rendus et des réunions de concertation, seront définis et soumis à l'approbation du CREN opérateur du site, de la DIREN Rhône-Alpes, de la DDAF du Rhône et de la DIRE préalablement au démarrage de l'exploitation dans la zone située au Nord du ruisseau « Le Marverand ».

Le suivi écologique sera approuvé par le CREN, la DIREN, la DDAF et la DIRE. Les conclusions validées de ce suivi seront mises en œuvre au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

ARTICLE 9 : Remblayage

La réception de matériaux de remblais sur le site et extérieurs au site, même à caractère inerte, est interdite.

ARTICLE 10 : Cessation d'activité

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la cessation d'activité.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

TITRE V - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 11 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les installations sont entretenues en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

ARTICLE 12 : Pollution des eaux

12.1 – Prévention des pollutions accidentelles

Le ravitaillement et le stationnement en dehors des périodes de travail des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'entretien, la maintenance et le nettoyage des engins roulants ou à chenille sont interdits sur le site.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux (cuves de fioul, huiles neuves ou usagées ...) sont interdits sur le site de la carrière, hormis sur les dragues et pour le groupe électrogène d'alimentation des pompes de rabattement, dans la stricte limite de ce qui est indispensable à leur fonctionnement et à leur entretien.

L'étanchéité des réservoirs de carburant des dragues est vérifiée au moins une fois par an. Le ravitaillement des dragues est assuré par des matériels permettant d'éviter tout risque d'égoutture vers les plans d'eau. Les dragues sont équipées de barrages flottants pouvant être mis en œuvre très rapidement en cas de fuite accidentelle. L'exploitant procède à des exercices de mise en œuvre de ces barrages.

L'exploitant met à la disposition du personnel (dans les engins roulants ou à chenilles servant aux opérations de découverte) des matières absorbantes à même de permettre un traitement local rapide des pollutions éventuelles, dans l'attente de la récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée. Il informe ses personnels de la conduite à tenir en cas de survenance d'un tel événement.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans une telle situation, l'exploitant fait procéder à une analyse ciblée de la qualité de l'eau dans le piézomètre le plus proche en aval hydraulique de la zone affectée par la pollution, en tenant compte de la durée nécessaire pour qu'une éventuelle pollution atteigne ce piézomètre.

Un plan définissant les actions et moyens à mettre en œuvre en cas de pollution des eaux au cours de l'exploitation est établi.

Les opérations de dépotage sont réalisées sous la surveillance constante d'un opérateur.

Dans la limite de leur disponibilité sur le marché, les lubrifiants et tous autres produits utilisés pour assurer le fonctionnement des matériels utilisés pour extraire les matériaux dans la nappe phréatique ou à proximité immédiate sont biodégradables.

12.2 – Prélèvement d'eau

En dehors du rabattement de nappe réalisé lors des opérations de découverte, aucun prélèvement d'eau n'est effectué sur le site.

Par ailleurs, et compte tenu de l'inondabilité du site, l'exploitant définit les précautions à prendre en cas de crue de la Saône, conformes aux exigences du plan de prévention des risques.

12.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel

12.3.1 - Eaux de procédés des installations

Hormis les eaux issues des opérations réalisées sur les dragues, il n'y a pas d'eau de procédé sur le site. Les seules opérations de traitement autorisées sont les opérations de criblage et scalpage réalisées à bord des engins flottants, pour lesquelles toutes dispositions sont prises afin de réduire les émissions de matière en suspension.

12.3.2 - Eaux rejetées (eaux pluviales)

Toutes les eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées du site (plate-forme de ravitaillement et de parking des engins de découverte...) sont dirigées vers une installation de traitement comprenant un déshuileur-dégraisseur, avant rejet dans le plan d'eau.

Les résidus d'hydrocarbures sont récupérés par un éliminateur agréé.

Les eaux canalisées rejetées respectent après traitement les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30°C ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'émissaire est équipé d'un dispositif de prélèvement et d'un canal de mesure du débit.

12.3.3 - Eaux vannes

Les dragues sont équipées de WC chimiques qui font l'objet d'une vidange périodique dès que nécessaire, en veillant à empêcher toute fuite vers le milieu environnant. Les effluents collectés sont éliminés en tant que déchets vers des filières autorisées.

12.3.4 - Qualité des plans d'eau

L'exploitant met en œuvre un suivi de la qualité des plans d'eau Nord et de Joux et procède, **une fois en période estivale et une fois hors période estivale, tous les ans sur le plan d'eau Nord dès que sa création est débutée et tous les trois ans quand son exploitation est terminée, et tous les ans sur le plan d'eau de Joux**, aux investigations suivantes :

- **évaluation de la qualité des eaux du plan d'eau.** Les prélèvements sont effectués à la verticale du secteur de plus grande profondeur **en surface et au fond** et les déterminations analytiques portent sur les paramètres suivants :
 - transparence,
 - hydrocarbures totaux,
 - température et oxygène dissous,
 - pH, alcalinité, conductivité et matières en suspension,
 - nitrates, azote ammoniacal et ammoniacque,
 - phosphore total et ortho-phosphates,
 - fer et manganèse,
 - peuplement planctonique, cyanophycées.
- **évaluation de la qualité des sédiments**, à une même date, sur une station située à la verticale du point de prélèvement d'eau. Les déterminations analytiques portent sur les paramètres suivants :
 - **sur la phase particulaire des sédiments :**
 - granulométrie,
 - perte au feu,
 - teneur en eau,
 - carbonates, carbone organique et carbone total,
 - phosphore total et phosphore inorganique non apatitique,
 - débris végétaux.

Les rapports d'analyses, **commentés**, sont transmis à l'inspection des installations classées et au Service Navigation Rhône Saône.

Toutes les cinq années, un bilan de synthèse des résultats est dressé, commenté, et adressé aux destinataires des rapports d'analyses.

12.3.5 - Eaux souterraines

L'exploitant met en place un réseau de piézomètres permettant de suivre en amont et en aval des plans d'eau la qualité de la nappe alluviale. Ces piézomètres, dénommés P1, P2, P3, P4b, P8, P9, P10, P11, P12 et P13 sont représentés en **annexe 4**.

Le niveau des eaux superficielles du marais et la piézométrie du site Natura 2000 sont suivis en temps réel grâce à l'instrumentation du piézomètre P13 et d'un limigraphe.

Il est à noter que le piézomètre P3 est maintenu tant qu'il n'a pas été détruit pour les besoins de l'exploitation.

Sur ces piézomètres sont réalisés :

1) lors des phases de rabattement de nappe

- un relevé **journalier** du niveau de l'eau ainsi que du niveau de la Saône. Ces relevés commencent 8 jours avant le début du pompage, et s'arrêtent 15 jours après l'arrêt du pompage. Ils sont alors remplacés par des relevés **hebdomadaire** pendant 3 mois. Tous ces relevés sont consignés dans un registre et transmis à l'inspection des installations classées au terme de cette période de 3 mois de suivi hebdomadaire,

2) hors des phases de rabattement de nappe

- **mensuellement**, le niveau piézométrique,
- **deux fois par an (simultanément aux analyses de la qualité du plan d'eau, une fois en période estivale et une fois hors période estivale)** les paramètres relevés ou analysés sont : température, pH, conductivité, matières en suspension, hydrocarbures totaux, fer, manganèse, BTEX, nitrates, phosphates, ammoniacque et azote Kjeldhal.

Les rapports d'analyses, commentés, sont transmis à l'inspection des installations classées, au Service Navigation Rhône Saône, et aux gestionnaires des captages A.E.P. de BEAUREGARD et SAINT-GEORGES-DE-RENEINS.

Toutes les cinq années, un bilan de synthèse des résultats est dressé, commenté, et adressé aux destinataires des rapports d'analyses.

ARTICLE 13 - Pollution de l'air

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

En particulier, lors des opérations de découverte, il procède à l'arrosage des pistes si les conditions l'exigent (temps sec depuis plus de deux jours dans la période du 1^{er} avril au 30 septembre de chaque année).

ARTICLE 14 - Incendie et explosion

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

ARTICLE 15 - Déchets

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément sur les dragues puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

ARTICLE 16 - Bruits et vibrations

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

16.1 – Bruits

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du **23 janvier 1997** relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables aux installations objets du présent arrêté.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Le site n'est autorisé à fonctionner que les jours ouvrables, du lundi au vendredi de 5H00 à 21H00 et les opérations de découverte ne peuvent avoir lieu qu'en période diurne, de 7H00 à 21H00.

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones d'émergence réglementées telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et reportées dans le dossier de demande d'autorisation :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, et les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Le niveau de bruit à respecter en limite du site et en période diurne est de 65 dB(A).

L'exploitant procède à un **contrôle triannuel** de ses émissions sonores, suivant la méthode dite « de contrôle » fixée en annexe à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Le premier contrôle est réalisé dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté. Ces contrôles comprennent notamment des mesures des émergences au niveau des habitations situées « Ferme de Joux » d'une part, et à l'Est de la carrière d'autre part (sur le territoire de la commune de FAREINS).

Ces contrôles sont réalisés par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont adressés à l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai **d'un mois**, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

16.2 – Vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

ARTICLE 17 - Transport

Les matériaux extraits sont exclusivement évacués par la voie d'eau vers leurs sites d'emploi. L'unique déplacement de véhicules sur le site se limite au cheminement des véhicules assurant les opérations de découverte.

Article 18 – Commission de suivi

L'exploitant met en place une commission de suivi, qu'il réunit **au moins une fois tous les deux ans**, et qui comprend a minima des représentants de la municipalité d'ARNAS, des exploitants agricoles, du CREN, du CORA, de la fédération de pêcheurs, de la fédération de chasseurs, des associations de défense de l'environnement...

TITRE VI - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 19 : Garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en phases d'exploitation comme évoqué au paragraphe 7.5. A chaque période quinquennale d'exploitation correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état sont joints en **annexes 2 et 3**.

Le montant de référence (C_R) des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

- Première période (Phase A - jusqu'au 31/12/2010) : $C_R = 789\,360$ euros
- Deuxième période quinquennale (Phase B - jusqu'au 31/12/2015) : $C_R = 829\,400$ euros
- Troisième période quinquennale (Phase C - jusqu'au 31/12/2020) : $C_R = 609\,000$ euros
- Quatrième période quinquennale (Phase D - jusqu'au 31/12/2025) : $C_R = 334\,500$ euros
- Cinquième période quinquennale (Phase E - jusqu'au 31/12/2030) : $C_R = 203\,330$ euros

L'exploitant ne peut respectivement entreprendre les travaux des phases B, C, D et E que lorsqu'il a achevé les travaux de remise en état des phases A, B, C et D.

L'acte de cautionnement solidaire, évoqué au paragraphe 6.4 de l'article 6 du présent arrêté, est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 et porte sur une durée minimum de 5 ans, sauf pour la première phase qui prendra fin au 31/12/2010.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières en notifiant la situation de l'exploitation et l'achèvement de la fin de réaménagement de la dernière phase d'exploitation 6 mois au moins avant le terme de chaque échéance. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 3° du Code de l'Environnement.

Les montants évoqués supra doivent être actualisés au moins tous les cinq ans.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. A compter du 1^{er} renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / 416,2) \times (1 + \text{TVA}_n) / 1,206$$

Avec :

- Index_n : Indice TP01 au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières,
- TVA_n : Taux de la TVA applicable au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée un an avant la date d'expiration de la présente autorisation. La remise en état finale du site est achevée 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

Article 20 : Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 21 : Accident ou incident

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 4 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées. Cette information est à porter avant même que le traitement de l'accident (par exemple le traitement d'une pollution aux hydrocarbures) n'ait été effectué.

ARTICLE 22 : Contrôles et analyses

L'inspecteur des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Il peut demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

ARTICLE 23 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

ARTICLE 24 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Lyon :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée,
- pour les tiers, le délai de recours est de six mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 6.4 ci dessus.

ARTICLE 25 : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, à la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône ou à la Préfecture du Rhône (Direction de la Citoyenneté et de l'Environnement – 3^{ème} bureau) le texte des prescriptions; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives.

ARTICLE 26 : Validité de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives.

ARTICLE 27 : Lois et règlements

L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter, dans les délais prescrits, toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 28 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 29 : Respect des textes et des prescriptions

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il est fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le Code l'Environnement et notamment le titre I du livre V (chapitre IV).

ARTICLE 30 : Exécution du présent arrêté

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'ARNAS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 25 du présent arrêté,
- aux conseils municipaux des communes d'ARNAS, GLEIZE, SAINT-GEORGES-DE-RENEINS, VILLEFRANCHE-SUR-SAONE, BEAUREGARD (Ain), CHALEINS (Ain), FAREINS (Ain), FRANS (Ain), JASSANS RIOTTIER (Ain) et MESSIMY (Ain),
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- au directeur, chef du service interministériel de défense et de la protection civile,
- au directeur départemental de l'équipement,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur régional de l'environnement,
- au directeur régional des affaires culturelles,
- à l'ingénieur en chef, chef du service de la navigation Rhône-Saône,
- au directeur de l'institut national des appellations d'origine,
- au commissaire enquêteur,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme
Le Secrétaire Administrative délégué
Ghislain EUSEMHOUN

Lyon, le 02 AOUT 2007

Le préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Christophe BAY

ANNEXE 1
PLAN PARCELLAIRE



VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 02 AOUT 2007

LE PRÉFET
Le Secrétaire Général,

Christophe BAY'

ANNEXE 2
PLANS DE PHASAGE

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée

Ghislaine BENSEMHOUM

VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 02 AOUT 2007

LE PRÉFET

Pour le Préfet

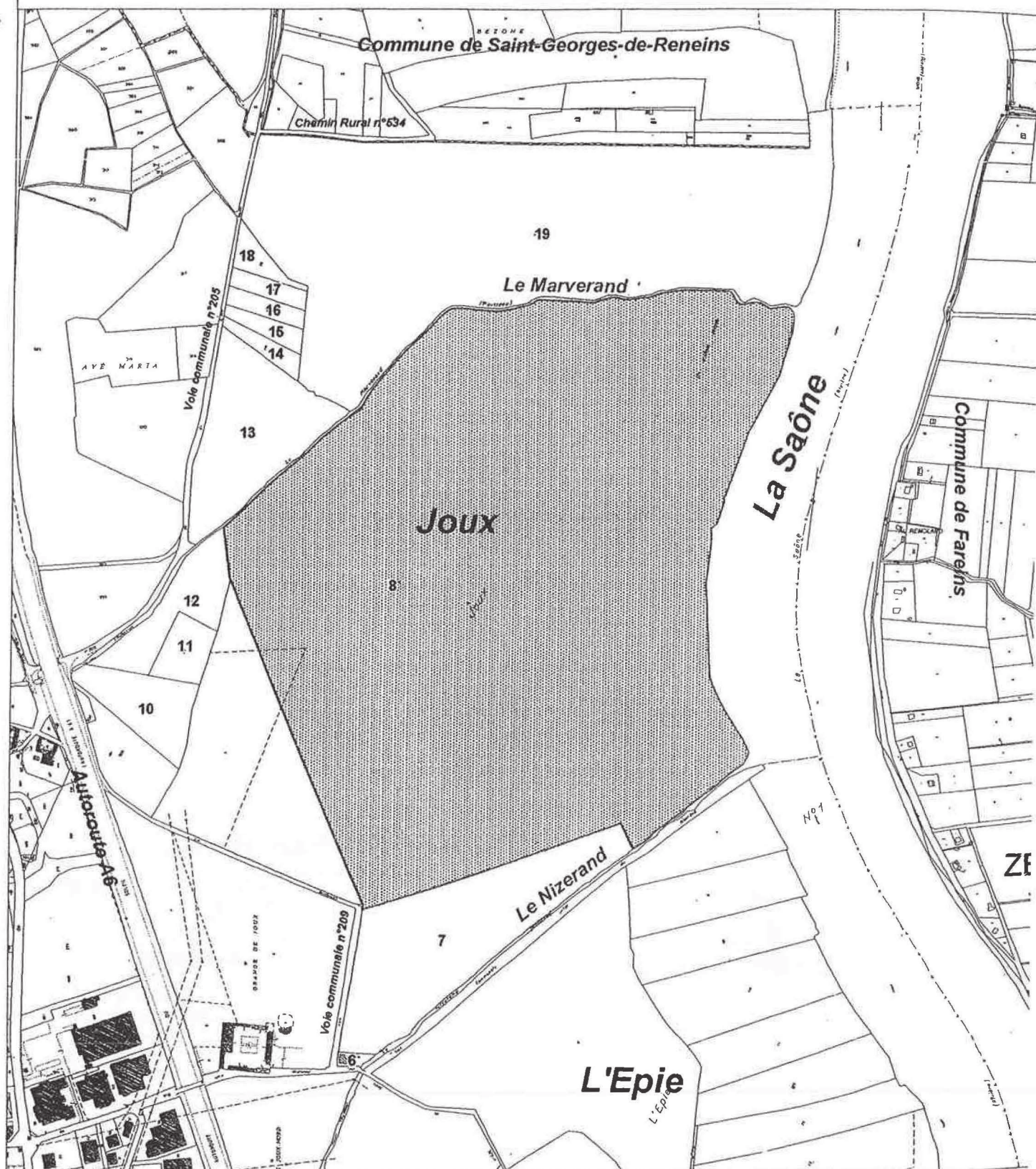
~~Le Secrétaire Général~~

Christophe BAY



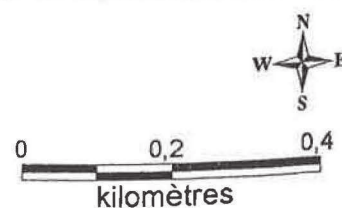
PLAN PARCELLAIRE

PARCELLES DEMANDÉES EN RENOUVELLEMENT ET EXTENSION



LÉGENDE:

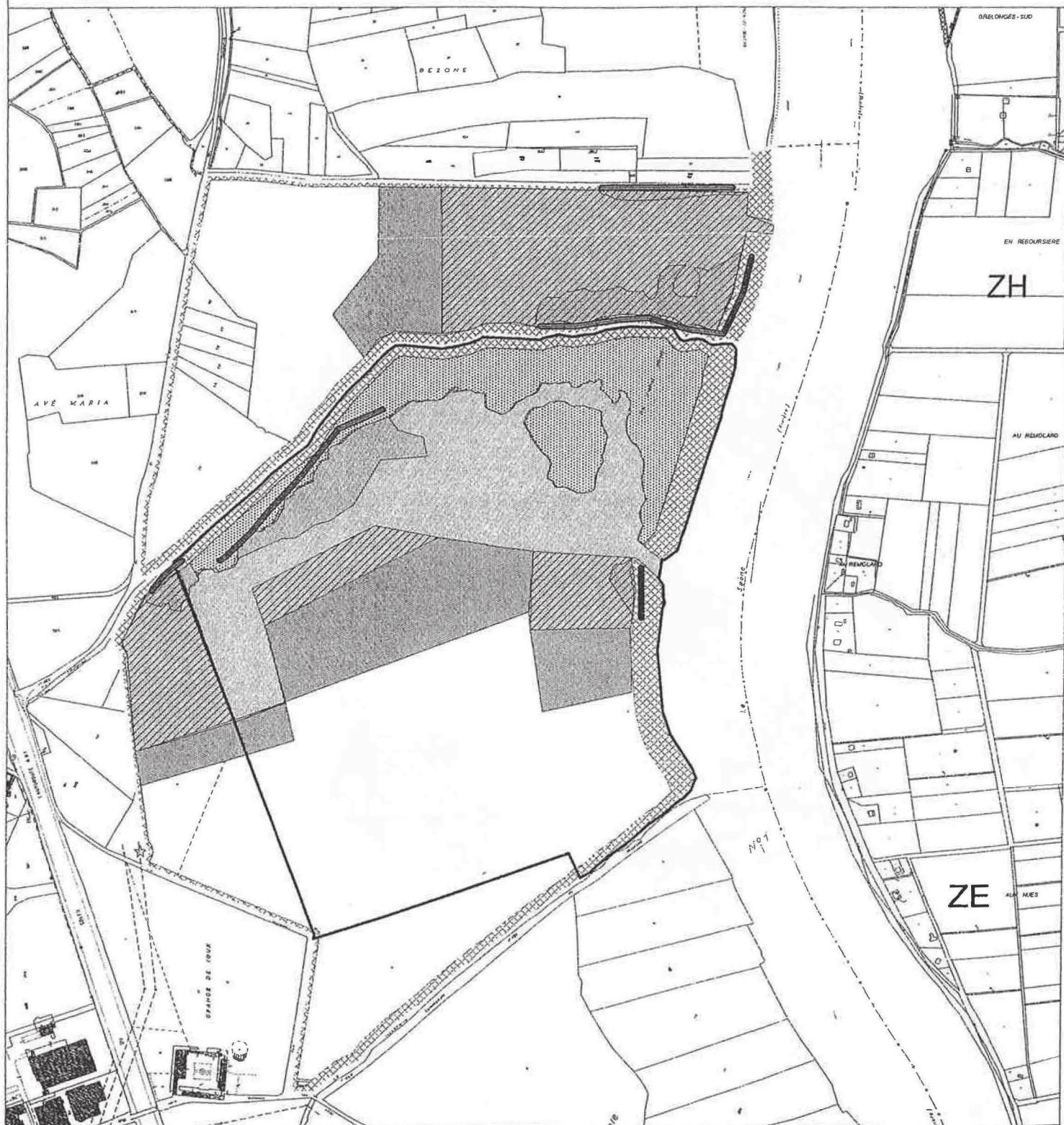
-  Demande de renouvellement (74 ha 27 a 50 ca)
-  Demande d'extension (65 ha 47 a 87 ca)
-  Limites de commune





PHASAGE D'EXPLOITATION

PHASE QUINQUENNALE N°1



STATISTIQUES PHASE 1:

- 51 hectares exploités au total
- 23 hectares exploités durant la phase 1
- 17 hectares remblayés au total dont 6 hectares remblayés durant la phase 1

LEGENDE

- Zone exploitée sous eau
- Surface découverte sous eau
- Terrains remis en état
- Réaménagement durant la phase 1
- Bandes de protection réglementaires
- Autorisation actuelle
- Demande d'extension
- Zones de stockage de la Terre Végétale

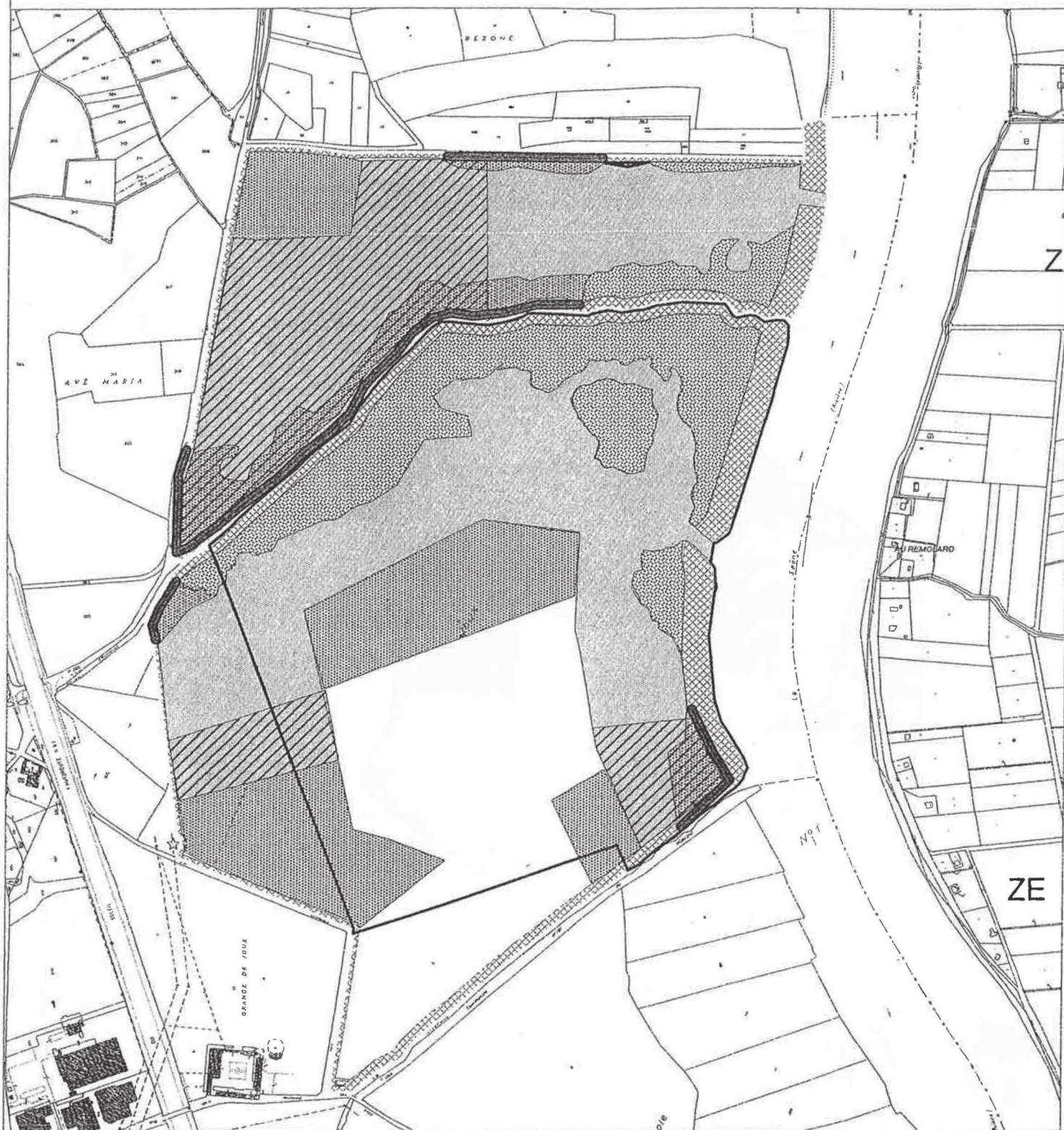


échelle: 1/10 000



PHASAGE D'EXPLOITATION

PHASE QUINQUENNALE N°2



STATISTIQUES PHASE 2 :

- 74 hectares exploités au total
- 24 hectares exploités durant la phase 2
- 23 hectares remblayés au total dont 6 hectares remblayés durant la phase 2

LEGENDE

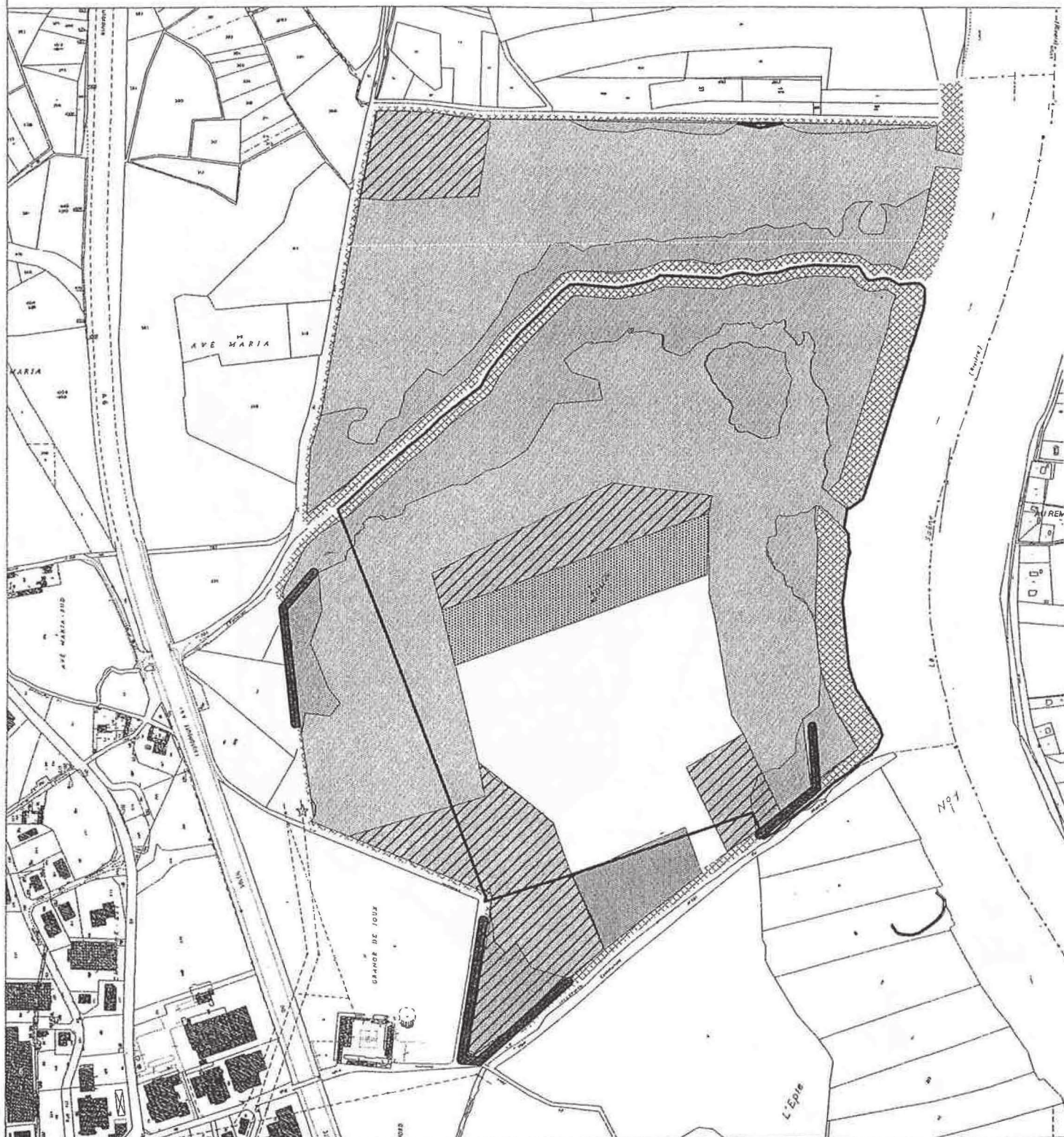
- Zone exploitée sous eau
- Surface découverte sous eau
- Terrains remis en état
- Réaménagement durant la phase 1
- Bandes de protection réglementaires
- Autorisation actuelle
- Demande d'extension
- Zones de stockage de la Terre Végétale



échelle: 1/10 000

PHASAGE D'EXPLOITATION

PHASE QUINQUENNALE N°3



STATISTIQUES ETAT PHASE 3:

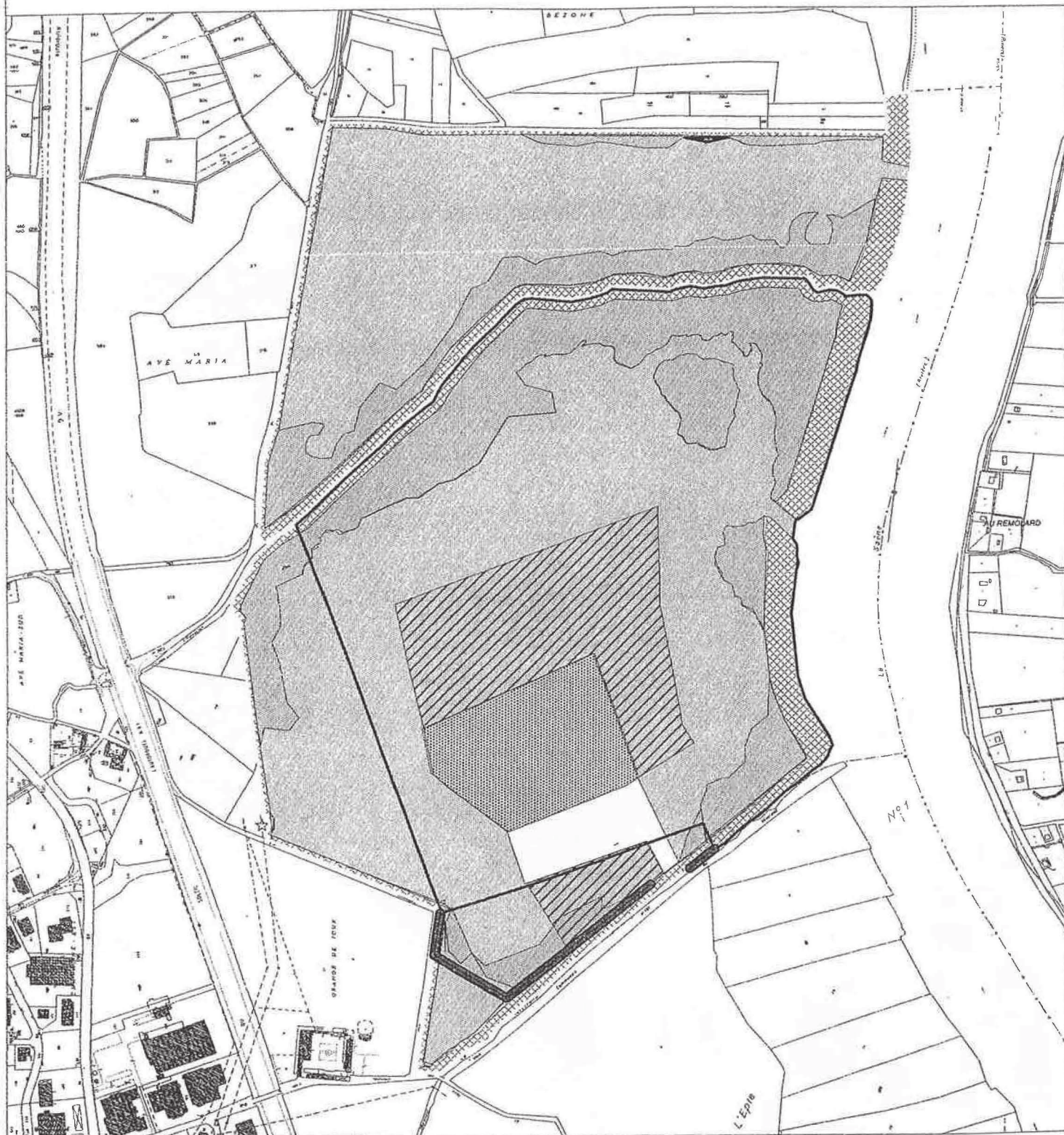
- 91 hectares exploités
- 17 hectares exploités durant la phase 3
- 28 hectares remblayés au total dont 4 hectares remblayés durant la phase 3

LEGENDE

- Zone exploitée sous eau
- Surface découverte sous eau
- Terrains remis en état
- Réaménagement durant la phase 1
- Bandes de protection réglementaires
- Autorisation actuelle
- Demande d'extension
- Zones de stockage de la Terre Végétale











échelle:1/10 000



STATISTIQUES ETAT PHASE 4:

- 107 hectares exploités
- 17 hectares exploités durant la phase 4
- 30 hectares remblayés au total dont 2 hectares remblayés durant la phase 4

LEGENDE

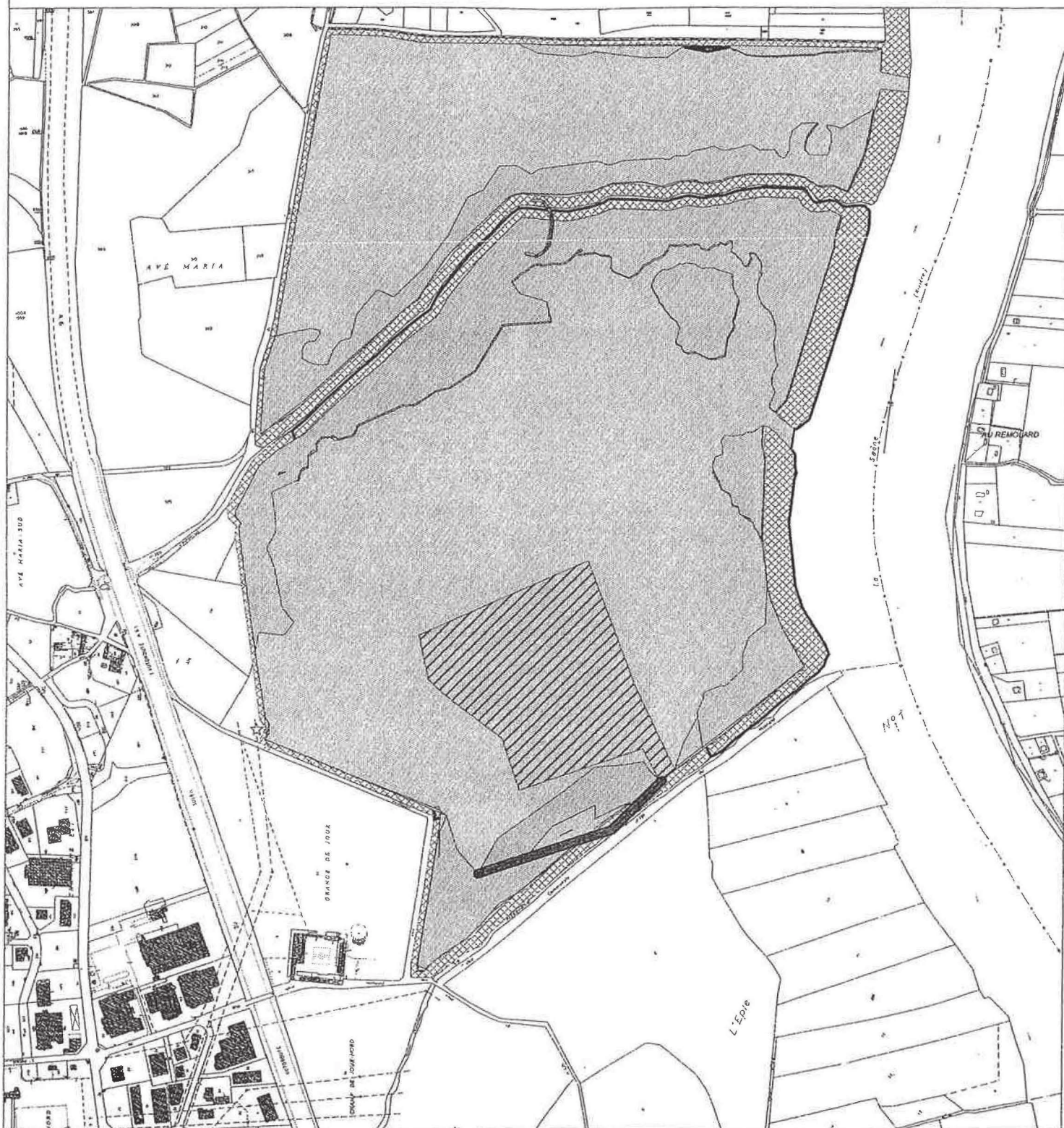
-  Zone exploitée sous eau
-  Surface découverte sous eau
-  Terrains remis en état
-  Réaménagement durant la phase 1
-  Bandes de protection réglementaires
-  Autorisation actuelle
-  Demande d'extension
-  Zones de stockage de la Terre Végétale



échelle: 1/10 000

PHASAGE D'EXPLOITATION

PHASE QUINQUENNALE N°5



STATISTIQUES ETAT PHASE 5:

- 125 hectares exploités au total
- 10 hectares exploités durant la phase 5
- 32 hectares remblayés au total dont 2 durant la phase 5

LEGENDE


- Zone exploitée sous eau
- Surface découverte sous eau
- Terrains remis en état
- Réaménagement durant la phase 1
- Bandes de protection réglementaires
- Autorisation actuelle
- Demande d'extension
- Zones de stockage de la Terre Végétale




échelle: 1/10 000

ANNEXE 3

SCHEMAS DE REMISE EN ETAT DU SITE

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée

CHRISTIAN BENSEMHOUN

VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 02 AOUT 2007

LE PRÉFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Christophe BAY

Plan d'eau, ruisseaux, Saône
Zone végétalisée
Zones boisées
Hauts-fonds
Chemin
routes

Échelle: 1/5000

Échelle: 1/5000


Topographie de l'État final


Map details include:

- Elevation points: 166.2, 171.3, 171.7, 165.7, 165.5.
- Labels: "Joux", "GRAND DE JOUX", "Epie", "Sedre", "Lg", "Zo".
- Legend:
 - 166.2 - Cotes (m NGF)
 - [Symbol] Hauts-fonds
 - [Symbol] Talus

Légende:



166.2. Cotes (m NGF)

 Hauts-fonds

 Talus

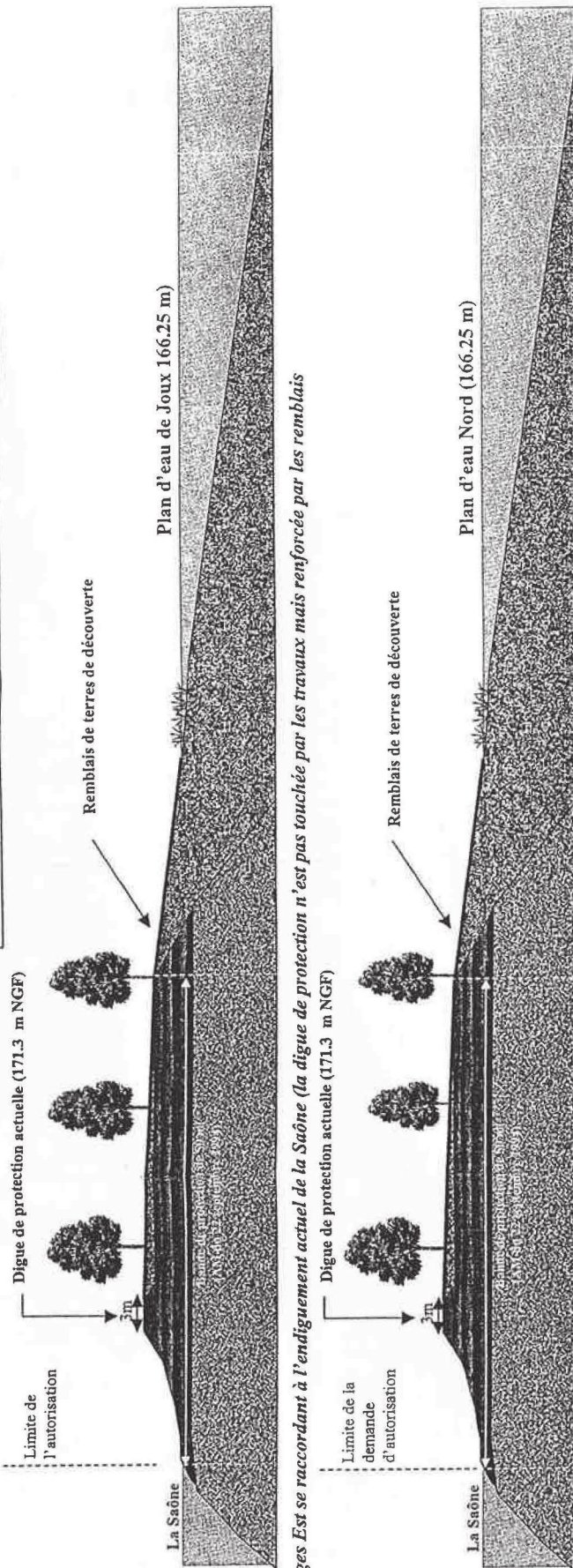
166.2. Cotes (m NGF)

☐ **Y**
Hauts-fonds
coûts (in NO

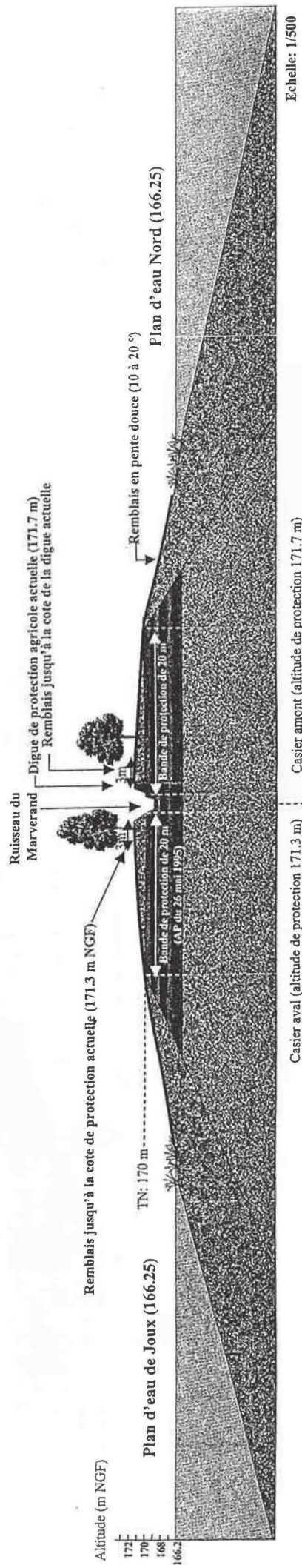
	Hauts-
	Talus

6-1-11-1/2000

Profils de berges réaménagées (1/500)



2. Berges Est se raccordant à l'endiguement actuel de la Saône (la digue de protection n'est pas touchée par les travaux mais renforcée par les remblais)



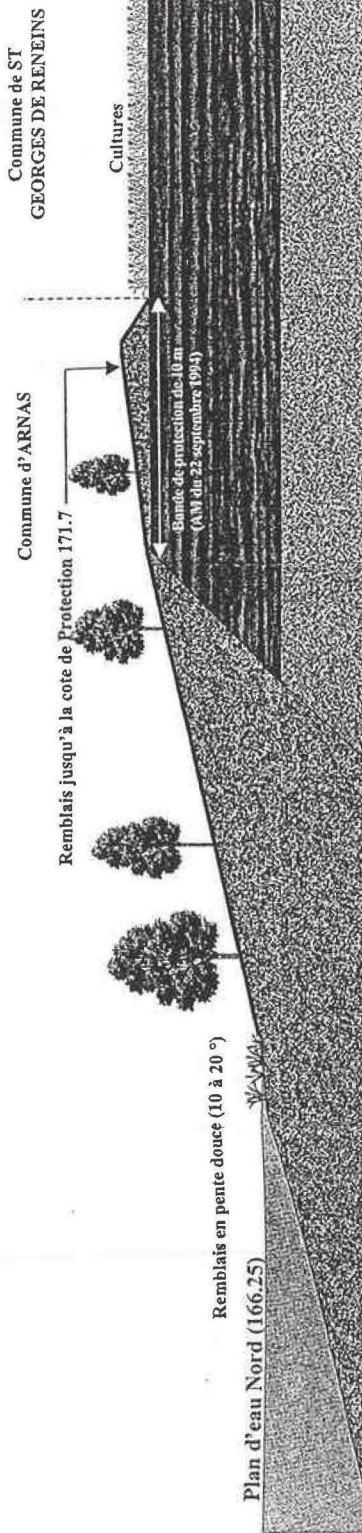
3. Coupe du Marverand à la fin de l'exploitation de la carrière

LEGENDE :

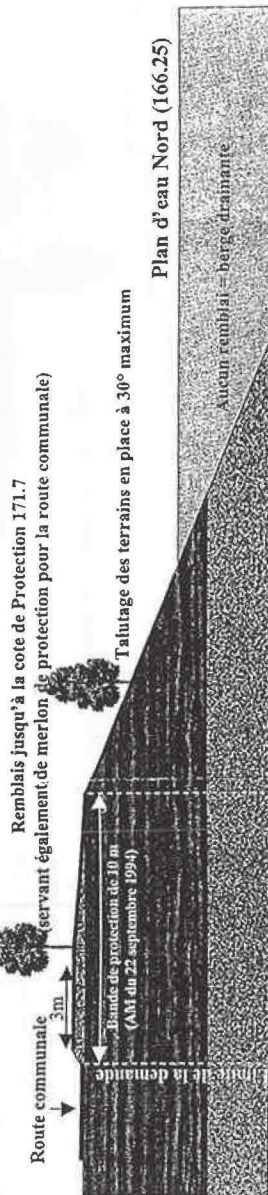
- Limons en place
- Gisement
- Remblais de terres de découverte
- Plan d'eau
- Terre végétale
- échelle : 1/500



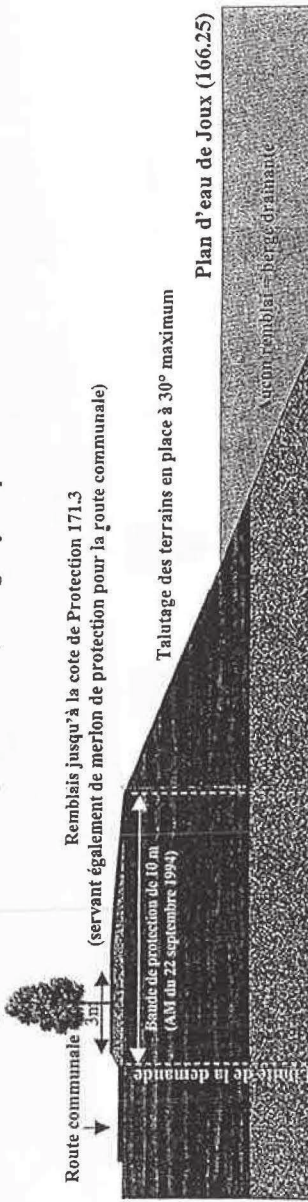
Profils de berges réaménagées (1/200)



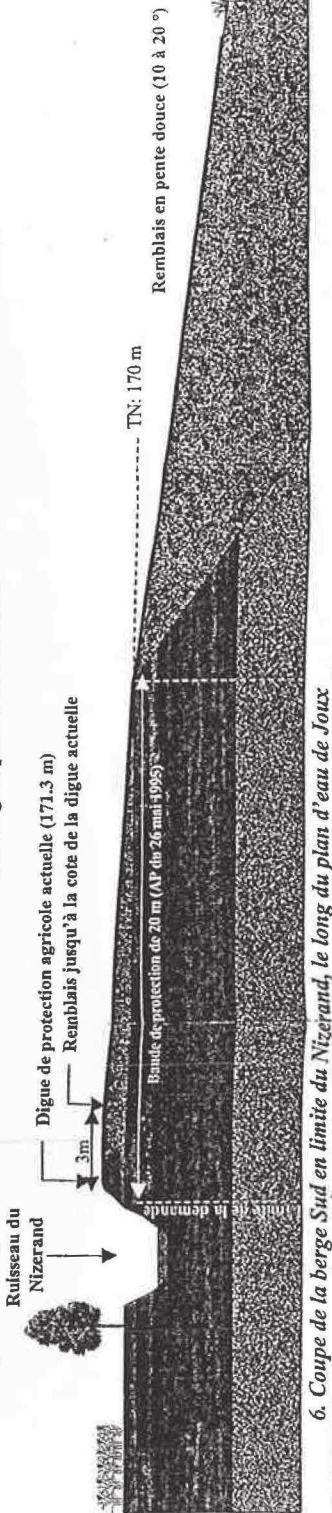
3. Coupe de la berge Nord en limite de commune



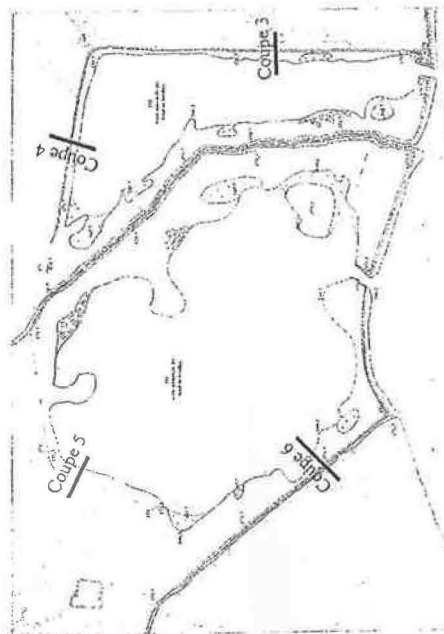
4. Coupe de la berge Ouest en limite du chemin communal, le long du futur plan d'eau Nord



5. Coupe de la berge Ouest en limite du chemin communal, le long du plan d'eau de Joux



6. Coupe de la berge Sud en limite du Nizerand, le long du plan d'eau de Joux



Plan de situation des coupes

LEGENDE :

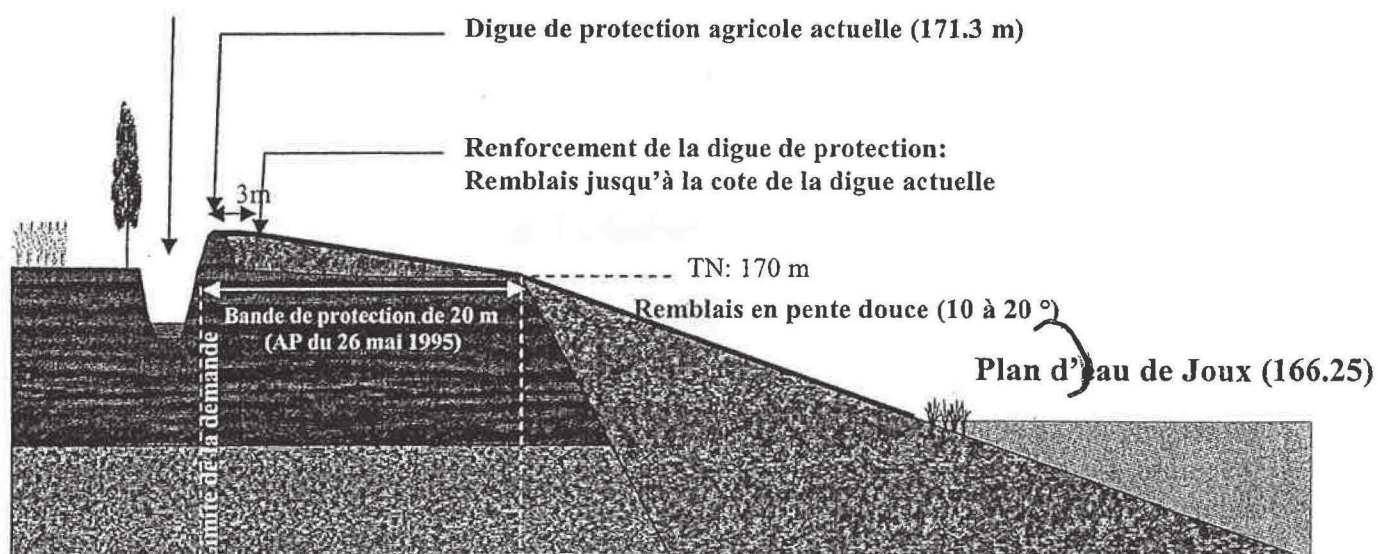
- Limons en place
- Gisement
- Remblais de terres de découverte
- Plan d'eau
- Terre végétale
- échelle : 1/200

Plan d'eau de Joux (166.25)






Renforcement des digues de protection

Schéma de principe

Ruisseau du
Nizerand ou du Marverand



LEGENDE :

-  Limons et terres en place
-  Gisement
-  Remblais de terres de découverte
-  Plan d'eau
-  Terre végétale

échelle : 1/200

ANNEXE 4

LOCALISATION DES PIEZOMETRES

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée

Ghislain GENSEMOUN

VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 02 AOUT 2007

LE PRÉFET,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Christophe BAY



GRANULATS RHONE ALPES

Carrière d'ARNAS (69)

Situation des piézomètres

